



Concours
Ma plus belle histoire

Date limite : 4 décembre.
Détails à syndicatchamplain.com

L'édito du Président



Virevolte et désaveu : une petite gêne, s'il-vous-plâît !

Les dirigeants syndicaux sont régulièrement invités dans les médias pour commenter l'actualité ou encore donner leur avis sur une nouvelle politique. Après tout, ils ont pour mission de représenter leurs membres, de faire avancer les causes qu'ils défendent. Faire passer le message dans les médias est non seulement primordial, ça s'inscrit aussi dans leur mandat.

Il ne faut donc pas s'étonner que certains présidents d'organisations syndicales se trouvent une niche dans les médias après qu'ils eurent quitté leurs fonctions.

Après tout, on peut comprendre qu'il s'agit d'une opportunité pour faire avancer les causes et les valeurs qu'elles ont tant défendues. Une opportunité qui crée aussi de nouveaux alliés à l'ensemble du mouvement syndical. Et pourtant, malheureusement, une chemise est si vite retournée !

Comment peut-on se permettre de dire, après avoir été leader d'une organisation syndicale pendant des années, que le syndicalisme doit changer ? Ou encore, comme la présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé



Photo : forestrun / 123RF Banque d'images

du Québec (FIQ) qui quittera ses fonctions cette semaine, d'affirmer que les syndicats doivent revoir leurs moyens de pression ? Sans blague !

Va pour les remises en question et les réflexions sur nos façons de faire. Mais, de prime abord, n'est-ce pas le propre d'un leader d'écouter les membres quant aux changements qu'ils aimeraient apporter à leur organisation ? De les écouter et de leur proposer des actions au diapason de ce qu'ils souhaitent ? Et de le faire alors qu'on est en poste ? C'est ça le rôle d'un leader syndical.

Quel message envoient donc ces ex-dirigeants syndicaux, nouvellement commentateurs ? Qu'ils ne croyaient pas en ce qu'ils proposaient à leurs membres ? Qu'ils ne les écoutaient pas ? Que l'illumination vient seulement à l'heure de la retraite ?

Désolé ! Je suis de ceux qui croient qu'on peut changer les choses dès aujourd'hui. Je suis de ceux qui croient que le mouvement syndical est le dernier rempart devant la marchandisation des services publics et de l'éducation, plus particulièrement. Je suis de ceux qui croient que la défense des conditions de travail des travailleuses et des travailleurs est toujours nécessaire pour améliorer la qualité de vie de la classe moyenne.

Certes, avec les époques, nos façons de faire changent. Une organisation syndicale vivante et en action doit être à l'écoute de ses membres et savoir se renouveler. Et il faut le faire alors qu'on est à la tête de l'organisation. Ce ne sont pas les gérants d'estrade, derrière leur micro ou devant la caméra, qui viendront nous dire quoi faire sur le terrain. Merci, bonsoir !

Éric Gingras

REPORTÉE

Pierre Thibault ayant un imprévu et Ricardo Larrivée étant malade, nous avons été dans l'obligation de reporter la table ronde avec le Lab-École et le Syndicat de Champlain initialement prévue le lundi 27 novembre.

Suivez-nous sur nos réseaux sociaux pour être tenus informés. Passez le mot à vos collègues !

Imaginer l'école

Table ronde avec le Syndicat de Champlain et le LAB-ÉCOLE

Animée par Josée Boileau





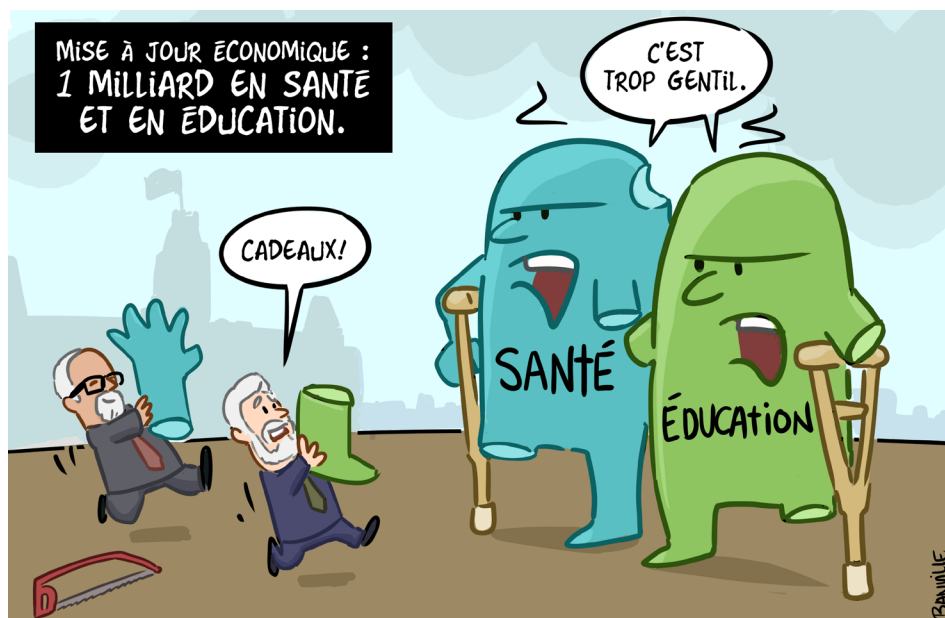
Les 6 et 7 décembre prochain Grand salon des auteurs jeunesse québécois de l'école Jacques-Rocheleau

Le personnel et les élèves de l'école Jacques-Rocheleau tiendront leur 8^e Salon des auteurs jeunesse québécois. Plus de 25 auteurs francophones d'ici participeront à l'événement et seront sur place pour rencontrer les élèves.

Des séances de dédicaces pour le grand public auront aussi lieu à compter de 16 h. Vous pourrez discuter, entre autres, avec Louis Émond, Marc Beaudet, Anne Deslauriers, Keys Vanderheyden, Claudine Bellemare, Robert Soulières et Louis-Pier Sicard. Mentionnons aussi la présence au Salon de trois auteurs qui sont membres du Syndicat de Champlain : Nathalie D'amours, Nathalie Goyer et Yvan Demuy vous raconteront de savoureuses anecdotes sur leur livre.

À l'origine, le Salon des auteurs jeunesse avait pour mandat de créer un engouement pour la lecture auprès des jeunes. Après avoir atteint ses objectifs, plusieurs autres missions s'y sont greffées, au fil des ans, comme par exemple : rendre le salon accessible au plus grand nombre de jeunes lecteurs possible et soutenir les auteurs québécois qui ont un lectorat limité.

Cet événement littéraire ouvert à tous se déroulera les 6 et 7 décembre, de 16 h à 20 h 30, à l'école Jacques-Rocheleau de St-Basile-le-Grand. L'entrée est gratuite et vous pourrez même profiter d'un service d'emballage pour vos cadeaux !



Rencontre sur les droits parentaux

Vous êtes parent depuis peu ? Vous le serez bientôt ? Vous avez des questions sur les droits parentaux ? Cette soirée d'information est pour vous !

Prochaine rencontre sur les droits parentaux (maternité, paternité, adoption) :

Le lundi 11 décembre 2017,
de 16 h 30 à 19 h
au bureau du Syndicat de Champlain,
à Saint-Hubert

Mathieu Rhéaume conseiller à la sécurité sociale au Syndicat et Mario Labbé, conseiller à la sécurité sociale à la CSQ, aborderont notamment les droits selon la convention collective et le Régime québécois d'assurance parentale.

Intéressé ? Vous devez signifier votre intérêt à participer à cette rencontre en



complétant le formulaire disponible à syndicatchamplain.com, sous l'onglet « Inscriptions » avant le 7 décembre.

Le comité des jeunes

Cartes de membre

L'année 2018 approche à grands pas et votre carte de membre du Syndicat de Champlain arrivera à échéance en décembre 2017. Tous les trois ans, dans les mois suivant le Congrès du Syndicat, nous remettons une nouvelle carte à chaque membre en règle.

Notez bien que l'opération « cartes de membre » aura lieu en janvier prochain. Certains diront que c'est un peu plus tard qu'à l'habitude et c'est vrai. Nous attendons un nouveau



logiciel de gestion avant de débiter l'opération. Tout devrait être réglé d'ici la fin de l'année et vous recevrez donc votre nouvelle carte rapidement en 2018. Merci de votre patience !



Grâce à nous

Une bonne nouvelle est une bonne nouvelle ! Et la mise à jour économique du ministre des Finances, Carlos Leitão, en est une : 337 millions de dollars de plus en éducation et en enfance pour les six prochaines années. Ces sommes s'ajoutent aux 3,4 milliards annoncés à la mi-mars. Ça fait du bien !

Après trois ans sous respirateur artificiel, nous recommençons enfin à respirer par nous-mêmes. Beaucoup ont décrié le caractère électoraliste de ces annonces. Vrai, en partie. Mais, plutôt que de verser entièrement dans le cynisme, rappelons-nous que le poids de nos actions collectives a aussi eu son rôle à jouer dans les choix politiques qui composent cette mise à jour économique.

Ce gouvernement aime le spectacle : beaucoup de bruit, de flammèches, de sourires, de poignées de mains. Mais il n'a pas de plan en éducation, pas de vision globale à long terme. La Politique de la réussite éducative du ministre Proulx en est un bel exemple. Beaucoup de principes généraux, de chantiers, de comités, mais bien peu de concret dans les milieux depuis le début de l'année scolaire.

Puis, il y a eu l'annonce de la création du Lab-École en avril, suivie en novembre par le lancement officiel de ce projet (deux *shows* pour le prix d'un). Un autre spectacle haut en couleur ! Le ministre Proulx semble prendre beaucoup de plaisir à se pavaner en compagnie de



vedettes... Mais ça demeure du tape-à-l'œil. Parce que les 3 millions de dollars investis pour le Lab-École, les 5 millions saupoudrés par-ci, les 12 millions par-là, la mise en place rapide d'un cours d'éducation financière, le club des 100 « crinqués », etc. témoignent du manque de planification de ce gouvernement pour plutôt appliquer une stratégie de type « action-réaction ».

Alors, pourquoi ce réinvestissement en éducation ? Parce que lors des dernières négociations, nous nous sommes mobilisés bien au-delà de ce à quoi s'attendaient le gouvernement et Monsieur Coiteux, alors président du Conseil du trésor.

Ce gouvernement affichait, on s'en rappellera, un air de suffisance. Il était clair qu'il croyait pouvoir casser le secteur

public et ses travailleuses et travailleurs. Mais le personnel de l'éducation n'a pas plié l'échine devant les menaces, bien au contraire. C'est la tête haute que nous avons manifesté sur l'heure du dîner, à la fin des classes et lors de journées de grève.

Nous avons mené cette bataille, nous avons expliqué nos arguments sur la place publique, partout où nous le pouvions, nous nous sommes mobilisés.

Et sous l'effet de ce mouvement, une partie de la population s'est aussi mobilisée avec nous. D'abord, en partageant nos revendications pour plus de services de qualité aux élèves.

Puis, des parents ont aussi pris la parole, notamment via le mouvement « Je protège mon école publique », en encerclant leur école de quartier pour marquer, visuellement et politiquement, l'importance de celle-ci dans leur vie. Le gouvernement n'avait alors pas soupçonné l'ampleur des appuis dont bénéficiait le personnel de l'éducation.

Alors oui, c'est grâce à nous si aujourd'hui, il y a un retour des millions de dollars amputés au réseau. Les alliances que nous avons su créer, les entrevues données, les témoignages d'acteurs du milieu, les lettres d'opinion, la participation aux lignes téléphoniques : partout nous avons expliqué la réalité de l'école d'aujourd'hui, de ses besoins.

Les coupures ont cessé et les millions reviennent, même si c'est encore trop peu et qu'ils arrivent dans un plan improvisé à courte vue. Parce que nous les avons obligés à nous considérer, ces millions ne se sont pas complètement envolés dans la diminution des impôts.

Nous avons démontré, une fois de plus, que l'élève est au cœur de nos préoccupations. Nous avons porté l'école à bout de bras et les millions annoncés depuis le printemps dernier sont le fruit de notre solidarité. Et ça, c'est important de nous le rappeler.

Mireille Proulx
Coordonnatrice

La Guignolée des femmes : un geste de solidarité bien concret

« Vos dons sont une aide directe pour les femmes qui arrivent chez-nous en catastrophe, avec le strict minimum. Ces produits sont une petite part de dignité et c'est important. Merci de continuer à donner généreusement ! »

- Marie-Claude Gareau, directrice générale de L'Accueil pour Elle à Valleyfield.

Lisez notre entrevue avec Marie-Claude Gareau à syndicatchamplain.com.



Mouvement L'école ensemble : de la parole à l'action politique

Le Mouvement L'école ensemble a beaucoup fait parler de lui depuis le lancement de son mémoire en juin dernier, ses propositions tranchantes ayant suscité l'attention des médias.

Stéphane Vigneault, coordonnateur du Mouvement, explique, en entrevue avec *Le Champlain*, qu'il s'agissait au départ d'une initiative d'un groupe de parents de Gatineau. « Nous étions quelques-uns à nous questionner et à nous rendre compte que quelque chose n'allait pas. Pour ensuite réaliser que nous n'étions pas seuls. Nos appuis viennent maintenant de partout au Québec. »

Dès l'entrée au préscolaire de sa fille, Stéphane Vigneault comprend à quel point les projets particuliers sélectifs affectent l'école de son quartier. « Le but finalement, c'est de se sauver de l'école de quartier. J'ai donc essayé de faire en sorte que les parents s'impliquent pour ne pas embarquer dans cette compétition, mais ça n'a pas marché. Les parents voulaient garder une carte dans leur jeu, parce qu'au fond, ils veulent ce qu'il y a de mieux pour leur enfant. La réflexion est partie de ce contexte : C'est un problème collectif, il faut donc des solutions politiques. »

Rappelons que l'objectif du Mouvement est d'amener les partis politiques à intégrer dans leur plateforme les engagements suivants : Mettre fin à tout financement public direct ou indirect de l'école privée, mettre fin à la sélection des élèves au public, au primaire comme au secondaire et consolider l'aide aux élèves en difficulté tout en développant une offre d'apprentissage enrichie pour les élèves les plus performants au sein d'une classe commune.

« Nous voulons que les citoyens aient la chance de se prononcer. Ça fera 50 ans l'an prochain qu'on finance l'école privée, mais il n'y a jamais eu un vrai choix politique. C'est un système qui s'est développé avec du laisser-faire. »

Parlons de ségrégation scolaire

Pour Stéphane Vigneault, la situation a atteint un niveau d'absurdité sans pareil. « Le ver est dans la pomme, il y a

quelque chose de complètement absurde de voir le public jouer contre sa propre équipe. Mais au final, on peut dire que l'enjeu global, c'est la ségrégation scolaire. Qu'elle soit causée par le privé ou par le public lui-même, en réaction à la sélection du privé, elle est aussi nocive et néfaste dans les deux cas. »

Parler de la ségrégation scolaire, ça dérange. Plusieurs leur ont d'ailleurs reproché d'utiliser cette rhétorique. Mais d'autres ont appuyé leur vision globale du problème, notamment le professeur émérite et ex-membre de la commission Parent, Guy Rocher.



**Mouvement
L'école ensemble**
#écolesensemble

« La ségrégation scolaire, c'est scolariser les enfants dans des écoles ou des programmes différents en fonction du revenu de leurs parents ou de leur capacité scolaire, de leurs résultats scolaires. C'est un phénomène qui est documenté partout dans le monde, sauf peut-être au Québec où on a hésité longtemps parce que ça a été un sujet tabou. L'OCDE en parle, tous les conseils équivalents au Conseil supérieur d'éducation en France ou en Belgique en parlent. »

Le coordonnateur du Mouvement cite aussi le sociologue Claude Lessard, qui souligne, dans un récent documentaire de la CBC traitant aussi de la ségrégation scolaire, que les Québécois se font généralement une représentation très progressiste de leur société.

« On aime ça penser qu'on est plus progressif que nos voisins en Amérique du Nord. Mais sur cet aspect, on ne l'est pas du tout. Parler de ségrégation, ça heurte notre image de nous-mêmes et on n'aime pas ça. La résistance vient en partie de là. Il faut le reconnaître, il faut accepter les constats et je pense que de plus en plus de gens le font. On a fait ça tout seul et on peut le changer tout seul. Ça, c'est la bonne nouvelle. Il faut agir maintenant. »

Il rappelle brièvement qu'au secondaire, 21 % des élèves sont au privé subventionné et au moins 20 % se retrouvent dans des projets particuliers sélectifs.

Des projets particuliers, oui. Mais pour tout le monde !

Sur la question des projets particuliers sélectifs, Stéphane Vigneault reconnaît que c'est un terrain plus glissant. « Dans les pays ou provinces qui performent plus que nous, ils n'ont pas besoin de projets particuliers sélectifs... peut-être même pas besoin de projets particuliers. Mais je pense que c'est dans les mœurs maintenant, les gens y tiennent. »

Mais pourquoi sélectionner les élèves ? demande le coordonnateur. L'argument invoqué pour justifier les projets particuliers est souvent de l'ordre de la motivation, quand on pense au sport pour les garçons, par exemple. Alors, pourquoi

justement exclure ceux qui n'ont pas assez de bonnes notes en partant alors que ce sont eux les plus à risque de décrocher ?

« Tant qu'on ne s'attaquera pas à la ségrégation scolaire, tant qu'on n'abordera pas le sujet de la composition de la classe, on ne réussira pas à améliorer nos résultats. Les analyses internationales sont claires, moins il y a de ségrégation, plus les résultats augmentent : les meilleurs tirent tout le monde vers le haut, changent le climat de classe et facilitent l'enseignement. »

Dans ce qu'il appelle la nouvelle école publique, sans se prononcer sur les modalités, il soutient toutefois qu'au sein d'une classe commune où la composition de celle-ci aura changé, il sera possible de s'occuper autant des élèves plus en difficulté avec besoins spéciaux que de ceux qui sont plus rapides et performants et qui ont besoin d'une plus grande stimulation.

D'ici les prochaines élections, le Mouvement L'école ensemble travaille à élargir ses appuis pour continuer à mettre de la pression sur les politiciens pour générer un changement.

Maude Messier